

Recherche et coopération scientifique : actions et ambitions de la Cedeao

Abdoulaye Maga

Directeur Éducation, Culture, Science et Technologie de la Cedeao

abdoulaym@gmail.com

Interrogé par

Mame-Penda Ba

Professeure de sciences politiques, Sénégal

Rédactrice en chef de *Global Africa*

mame-penda.ba@ugb.edu.sn

Mahaman Tidjani Alou

Professeur de sciences politiques, Niger

Responsable de l'École Jeunes Chercheur-e-s de *Global Africa*

tidjanialou@yahoo.fr

Ba et Tidjani Alou : Bonjour Pr Maga, c'est un grand plaisir de pouvoir échanger avec vous autour du dossier thématique « Panafricanisme et recherche africaine » de la revue *Global Africa*. Vous êtes en charge, aux côtés de la commissaire Fatou Sow Sarr¹, du volet éducation, culture, sciences et technologie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Pouvez-vous présenter votre direction et plus généralement le département Développement humain et affaires sociales ? Pourquoi un tel domaine au sein de la Cedeao ?

Pr Maga : Depuis la réforme de 2021, ce n'est plus le département en charge de l'éducation, de la science et de la culture, mais un nouveau département appelé « Développement humain et affaires sociales » qui conduit nos activités. Département dans lequel vous trouvez : les affaires humanitaires, les affaires sociales, le centre sur le genre basé à Dakar, le centre de la jeunesse et des sports basé à Ouagadougou, et la direction de l'éducation, de la science et de la culture que je dirige. Le mandat qui a été donné à ma direction est de promouvoir le capital humain à travers l'harmonisation des politiques et des stratégies nationales dans ces trois domaines, afin de mutualiser les ressources et impulser le développement durable dans le cadre de l'intégration.

¹ Commissaire au Développement humain et aux affaires sociales.

How to cite this paper:
Maga, A.I. (2023). Recherche et coopération scientifique : actions et ambitions de la Cedeao.
Global Africa, (3), pp. 235-241.

<https://doi.org/10.57832/g4xk-1g18>

© 2023 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Peu de personnes connaissent les missions de la Cedeao en dehors de la gestion des conflits et des médiations politiques, mais l'organisation fait énormément pour l'éducation et la formation. Nous contribuons au renforcement des capacités, à la formation et à l'employabilité des jeunes. Une des premières tâches a été la mise en place de la [Convention générale relative à la reconnaissance et à l'équivalence des diplômes](#). Cette convention importante de la Cedeao a été élaborée en 2003 pour notamment permettre la création d'un espace régional de la recherche afin d'accroître la mobilité des étudiants et des enseignants-chercheurs et impulser la création de la « Cedeao des peuples », à travers l'éducation, la formation et la culture. Pour cela, il nous fallait aussi une politique relative à la science et la technologie, elle a été validée en 2012 après des années de coproduction, nous l'appelons [Ecopost](#). C'est à partir de cette politique et de son plan d'action que nous articulons tout ce que nous faisons aujourd'hui en termes de recherche. Par exemple, le financement de la recherche à travers le [programme d'appui à la recherche et à l'innovation](#) (Pari) qui est un mécanisme concurrentiel de sélection des deux meilleurs projets de recherche dans les domaines des sciences de la vie et de la Terre, mais aussi des sciences fondamentales. Y sont éligibles les consortiums, c'est-à-dire les regroupements de laboratoires provenant des trois blocs linguistiques de la Cedeao (anglophone, francophone et lusophone). Pour chaque catégorie (sciences de la vie et de la Terre et sciences fondamentales), nous offrons 200 000 \$ chaque année afin de permettre à ces laboratoires de continuer à fonctionner et à innover.

Nous organisons par ailleurs tous les deux ans, le [forum africain sur la recherche et l'innovation](#) (Fari), qui est une plateforme d'échange et de discussion entre les scientifiques, les technologues, les innovateurs, les décideurs, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers (PTF), ainsi que les étudiants. Cette plateforme vise à améliorer la compréhension du public sur le rôle et l'importance de la science, améliorer la visibilité de la recherche scientifique dans notre région et ouvrir de nouvelles perspectives de partenariats entre les acteurs, la recherche, le secteur privé, etc. À cette occasion, nous primons aussi les meilleures start-up sélectionnées par les États et mises en compétition à l'occasion de ce forum. Le prochain Fari aura lieu en 2024. Le forum est un cadre de rencontres qui permet à tous les acteurs du domaine des sciences de se retrouver, d'échanger, de faire des expositions et de montrer les progrès de la recherche.

Nous offrons aussi des bourses de masters, de thèses de doctorat et des postdocs pour lesquelles les sciences humaines et sociales sont aussi éligibles.

Ba et Tidjani Alou : Il existe beaucoup de définitions du panafricanisme qui mettent l'accent sur tel ou tel aspect. En quoi les questions d'éducation, de recherche et de sciences sont pour vous des composantes essentielles du panafricanisme ?

Pr Maga : Quand on parle de panafricanisme, on parle nécessairement de renaissance culturelle. Comme vous le savez, pour l'Union africaine (UA) l'intégration doit d'abord se faire au niveau régional, puis au niveau continental. Notre vision est d'utiliser la culture comme facteur d'intégration, tous les pans de la culture, pas uniquement le folklore mais tout ce qui peut concourir à affirmer cette intégration. Nous y travaillons mais c'est un chantier de longue haleine. La politique culturelle de la Cedeao, adoptée il y a six ans à peine, a été précédée par un [accord-cadre culturel](#) qui date de 1987. Il s'agissait d'un accord entre les chefs d'État sur la culture et on y promouvait, entre autres, certains aspects de la culture

ouest-africaine comme éléments pouvant concourir à une diplomatie de voisinage et à la résolution de certains conflits. La Cedeao travaille aussi étroitement avec l'UA dans le cadre des politiques autour des langues, car la langue est un véhicule essentiel de l'intégration. En effet, n'eurent été les frontières coloniales qui ont divisé et divisent encore, on allait retrouver les mêmes cultures de part et d'autre des différents pays et les mêmes populations qui échangent dans leurs propres langues, et non pas celles des colonisateurs. C'est pourquoi, avec l'UA et l'Académie africaine des langues, nous travaillons à la promotion des langues nationales avec la mise en place d'un prix d'excellence de la Cedeao consacré aux langues nationales, notamment les trois langues majeures transfrontalières identifiées en Afrique de l'Ouest en l'occurrence le haoussa, le fulfulde et le mandinka.

La science est aussi un facteur d'intégration. Nous réfléchissons ainsi au lancement d'un satellite d'observation qui puisse fournir des informations et des réponses sur l'évolution des épidémies, les ressources naturelles et questions environnementales, les catastrophes naturelles, l'agriculture et la sécurité alimentaire ; les conflits, l'alerte précoce, l'éducation, la recherche et services de santé². Pour que ce projet couteux mais extrêmement important puisse être utile, il faut impérativement que les pays, les chercheurs, les experts et les citoyens, travaillent ensemble, et que les données produites nous permettent de prendre de meilleures décisions pour améliorer la vie des populations.

Ba et Tidjani Alou : Vous disiez qu'on limite la Cedeao à des questions de paix et de sécurité, et des questions économiques à cause du marché commun, etc. Mais on n'associe presque jamais éducation, sciences et technologies à la Cedeao. Pourtant, vous nous dites que ces questions sont importantes, comment expliquez-vous cette déconnexion ? Pourquoi des enjeux aussi importants ne sont-ils pas associés dans l'esprit des citoyens de la Cedeao au travail que vous faites ?

Pr Maga : Je ne pense pas que ce soit uniquement le domaine de l'éducation qui soit peu visible dans les actions menées par la Cedeao. Il faut se rappeler que la création de la Cedeao en 1975 était liée à l'ambition de promouvoir l'intégration économique régionale. Beaucoup de choses ont été faites de ce point de vue, comme en témoignent les progrès pour la libre circulation. Les défis politiques de la construction démocratique constituent un autre axe majeur du travail de la Cedeao, et ces deux aspects prennent toute la place dans la perception des citoyens de la région, alors qu'ils ne sont que des éléments parmi d'autres.

Notre mandat, encore une fois, est d'harmoniser les politiques sectorielles pour disposer d'un capital humain capable de prendre en charge tous les défis de la région. Il est certain que nous ne communiquons pas assez, mais aussi les gens ne vont pas sur les plateformes d'information. S'ils visitaient régulièrement les sites web de la Cedeao, ils verraient les communiqués internes publiés pour chaque grande réunion, où nous parlons souvent des résultats obtenus. Il y a toujours plusieurs niveaux de communication (commissions, Cedeao, États, institutions partenaires, médias) et tous doivent fonctionner pour que les citoyens aient accès en dernier ressort à l'information pertinente.

Ba et Tidjani Alou : Pouvez-vous nous rappeler le financement dont vous disposez ? Car quand vous parlez des prix, des bourses et du forum, on a l'impression que c'est une goutte d'eau symbolique dans l'océan de nos besoins, que les moyens mis en œuvre ne sont pas vraiment en mesure de changer le cours des choses. Ce

² <https://old22.ecowas.int/wp-content/uploads/2020/06/FR-ECOSAT-EOI-.pdf>

qui pourrait en revanche enclencher une transformation du secteur, c'est sans doute un financement structurel et conséquent ; or aucun des 15 pays dont vous avez la charge n'a atteint l'objectif de 1 % du PIB consacré au financement de la recherche. Comment voyez-vous l'avenir de la recherche dans ce contexte ?

Pr Maga : Nos moyens sont extrêmement limités... très, très, très limités. Pour de nombreuses raisons, et la première est que malheureusement la région connaît énormément de difficultés liées à l'insécurité. Ensuite, l'essentiel du budget de la Cedeao provient du prélèvement communautaire, c'est-à-dire ces 0,5 % imposés sur les marchandises en provenance des États non membres. Ce prélèvement constitue environ 90 % du budget. Même si nous sommes extrêmement heureux de cette mobilisation interne de nos ressources propres qui nous sauve de la dépendance extérieure, elle est nettement insuffisante pour prendre en charge nos multiples priorités concurrentes, et dans la région, tout est devenu prioritaire.

Concernant le plan d'action de Lagos, même l'Afrique du Sud n'a pas encore atteint ce 1 %. Mais à la Cedeao, nous rappelons à chaque fois ce fameux pourcentage. Nous l'avons fait en 2012 avec la politique Ecopost, et en 2014, les chefs d'État et de gouvernement ont pris [l'Acte additionnel sur l'amélioration de la performance de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique](#) dans lequel ils ont réitéré et encouragé les États membres à faire de leur mieux pour parvenir à atteindre ce pourcentage. Certains pays font beaucoup d'efforts. En Afrique de l'Ouest, le Nigeria est un bon exemple, de même le Ghana. Il faut malheureusement reconnaître que dans certains de nos pays, on ne voit pas la science et la recherche comme de vrais piliers de développement, les pays francophones et lusophones sont à la traîne, mais il faut continuer le plaidoyer pour qu'éventuellement la recherche devienne un vrai pilier du développement, parce que cette charge n'incombe pas uniquement aux communautés économiques régionales, mais c'est à toute la communauté universitaire et scientifique d'apporter un appui à ce que font les communautés économiques régionales.

Ba et Tidjani Alou : Précisément, comment est-ce que, les universitaires peuvent devenir les avocats de la recherche et du financement de la recherche ? Autrement dit, vous avez parlé de priorités concurrentes sur le plan sécuritaire, agricole, sanitaire, économique, politique, etc. À Global Africa, nous croyons profondément que la recherche est le domaine transdisciplinaire qui doit éclairer tous les secteurs. Est-ce que votre département est arrivé à positionner la recherche comme une nécessité et un atout pour tous les secteurs, et de ce point de vue, à en faire un impondérable, un peu sur le modèle du gender mainstreaming ?

Pr Maga : Ce n'est pas facile. Nous avons bel et bien porté ce type de plaidoyer mais cela n'a pas porté ses fruits jusqu'à présent. Je me rappelle qu'en 2019, un de nos commissaires, qui était également universitaire, avait proposé de prendre modèle sur le Nigeria pour mettre en place un Trust Fund financé à partir du pétrole. Il aurait pu permettre de financer le système éducatif, mais aussi la recherche scientifique. Il nous aurait permis en même temps d'élargir notre mandat et de construire, par exemple, des laboratoires ou des établissements de recherche afin de garantir une coopération d'excellence entre chercheurs de la région. Cette idée, malheureusement, n'est jamais passée parce que, dans le cadre du prélèvement communautaire, les pays ont refusé d'intégrer le pétrole. Le Nigeria, jusqu'à une période récente, malgré la raffinerie de Dangote, exportait son brut et importait le raffiné. Le Nigeria avait refusé parce que les quantités qu'il importait étaient conséquentes. En revanche, ce pays a eu l'intelligence d'appliquer ce modèle

pour son système éducatif interne, il a pris un certain pourcentage du produit pétrolier pour alimenter son Trust Fund et équiper ainsi toutes les universités, les établissements scolaires, les laboratoires, etc. C'est pour cela qu'on a l'impression qu'au Nigeria les universités sont hors normes, elles sont grandes avec des moyens très importants.

Ba et Tidjani Alou : Quelles relations entretient votre direction avec le secteur de l'entreprise ? Comment les découvertes des chercheurs sont-elles mises en valeur ? Comment ces recherches sont-elles traduites et transformées dans le secteur privé ?

Pr Maga : Nous travaillons plutôt bien avec le secteur privé. Je vous ai parlé du Fari, mais par ailleurs, notre programme de bourses de mobilité a un volet stage en entreprise pour l'enseignement technique et la formation professionnelle. Il faut aussi souligner que les autres départements interagissent avec le secteur privé dans le domaine de la formation. D'ailleurs, la Cedeao vient de signer des conventions de financement dans le domaine de l'agrobusiness avec certains centres de formation privés et publics pour le renforcement de capacités dans les États membres. Il s'agit d'un budget modeste d'un million de dollars, mais ce n'est qu'un début.

En revanche, nous n'avons pas encore commencé la popularisation des produits des innovateurs auprès du grand public ou d'industriels car, au fond, cela n'est pas notre rôle. Il revient à chaque innovateur, primé ou non, de s'assurer d'abord que son innovation est protégée, que ce soit au niveau de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ou de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Ensuite, il doit démontrer l'efficacité de sa découverte lors de différents forums pour attirer les industriels et les potentiels investisseurs.

Ba et Tidjani Alou : Le soutien aux innovateurs, que ce soit au niveau national ou communautaire, est très limité, et la charge pour les innovateurs est très lourde : juridique, économique, communication, en plus du travail scientifique... Passons à la question des savoirs endogènes, est-ce qu'en promouvant la science, la culture et l'éducation vous valorisez aussi les savoirs africains non académiques ?

Pr Maga : Effectivement, prenez la pharmacopée. Notre Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) a publié il y a quelques années un [référentiel des plantes médicinales](#) de la région, que d'ailleurs tous les chercheurs peuvent utiliser dans le cadre de leurs travaux. Au niveau de la Commission et dans le cadre du programme d'appui à la recherche et à l'innovation (Pari), nous avons demandé à ce que tous les consortiums qui souhaitent candidater dans ce domaine se réfèrent au référentiel de l'OOAS, et voient comment ils pourront, à partir des plantes qui existent dans notre région, proposer quelque chose d'innovant.

Ba et Tidjani Alou : Effectivement, la pharmacopée et la médecine traditionnelle intéressent prioritairement, mais en Afrique nous avons beaucoup d'autres domaines dans lesquels puiser des savoirs endogènes. Par exemple, les savoirs paysans sur la protection de la biodiversité, des écosystèmes et sur le changement climatique. Est-ce qu'une anthropologie des savoirs environnementaux et climatiques est pour vous un secteur de recherche important ?

Pr Maga : Peut-être pas au niveau de notre département. Cependant, d'autres départements ou directions s'intéressent à ces questions comme le département de l'agriculture, de l'environnement. Je sais qu'au niveau de l'agriculture, ils font

la promotion de la récupération des terres, ils ont travaillé étroitement avec les paysans de la région dans le cadre de la politique ouest-africaine de l'agriculture (WAP), nos collègues se sont fondés sur les savoirs locaux pour retenir les eaux de pluie.

Notre département s'oriente vers ce genre d'approche valorisant les savoirs locaux. Notre nouvelle commissaire est sociologue, ainsi les sciences sociales seront naturellement plus considérées dans la révision des futures politiques. La politique de la science et de la technologie va être révisée, de même que la politique culturelle. Toutes ces dimensions, jusqu'alors plus ou moins négligées, vont maintenant être prises en compte.

Ba et Tidjani Alou : vous avez parlé des trois blocs linguistiques. L'anglais est la langue de la science, mais aussi celle de la coopération internationale. Comment procédez-vous pour que le français, le portugais et les langues africaines soient utilisés en science ?

Pr Maga : Nous sommes à l'époque de l'hégémonie de la langue anglaise. Pour être dans les revues de rang A, nous sommes presque tous obligés d'écrire en anglais... Cependant, notre rôle n'est pas de pousser les uns et les autres à s'appliquer dans d'autres langues, ou d'inciter les francophones à faire mieux. Nous ne pouvons pas obliger un chercheur à publier dans une revue, mais on peut favoriser le multilinguisme, faire en sorte que les autres langues de la communauté soient bien représentées, c'est pour cela d'ailleurs que dans nos réunions, les trois langues sont utilisées, ou du moins deux langues. Notre mission est la coopération régionale. Nous avons fait une étude bibliométrique³ avec l'Observatoire africain sur la science, la technologie et l'innovation (Aosti) de l'UA, basé à Malabo, et nous avons remarqué que les chercheurs ouest-africains écrivaient leurs articles davantage avec des collègues des anciennes métropoles que dans un cadre de coopération Sud-Sud. Cela constitue pour nous une véritable préoccupation. C'est en nous appuyant sur les données de cette étude que nous avons décidé de mettre en place l'Académie ouest-africaine des sciences. L'étude est terminée et nous sommes actuellement dans le processus de validation, avec son lot de réunions statutaires avec le Parlement, le Conseil des ministres et le sommet des chefs d'État.

La seconde chose est que dans le cadre de la bourse de mobilité, notre optique est de ramener les anglophones en zone francophone, et vice versa. Ce qui permet aux anglophones ou lusophones de sortir leurs articles de leur thèse avant soutenance en français comme recommandé par certains laboratoires, et à l'inverse les francophones, qui sont en zone anglophone, ont tous dû écrire leurs articles en anglais.

Ba et Tidjani Alou : Tout comme la question linguistique, celle de la publication et de la diffusion de la recherche africaine est critique. Tout, ou presque, se fait en dehors du continent. Les presses universitaires africaines, par exemple, sont au ralenti et les éditeurs privés disparaissent à un rythme alarmant. Quel rôle pour la Cedeao ?

Pr Maga : Vous avez parfaitement raison. D'ailleurs, plusieurs éditeurs africains nous ont sollicités pour un partenariat, notamment pour l'édition de manuels scolaires, mais cela ne s'est malheureusement pas concrétisé. En effet, nous

³ <https://au.int/fr/node/24401>

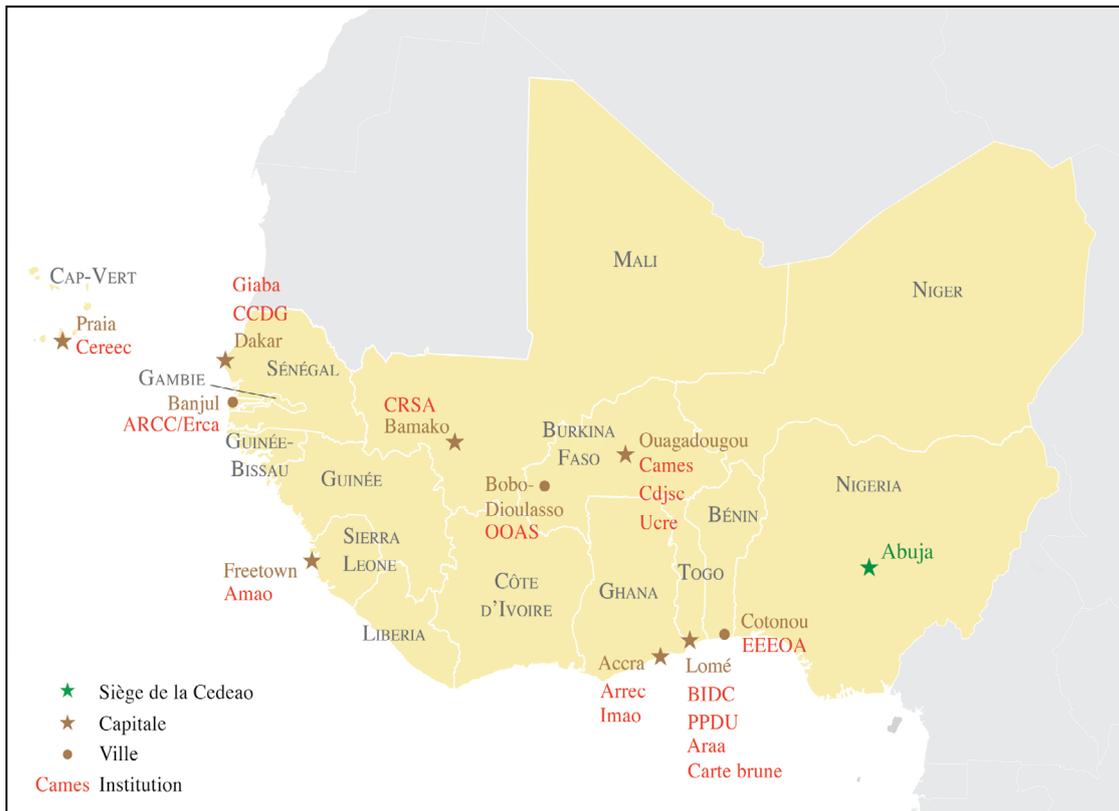
sommes très peu portés sur l'édition, à l'exception de documents sur les politiques régionales, d'études, des rapports annuels du président de la commission, de rapports sectoriels, etc.

Ba et Tidjani Alou : Parmi les communautés économiques du continent, la Cedeao fait souvent figure de modèle en termes de circulation des personnes et des biens. Le monde de la recherche est aussi un monde de mobilité. Quel rôle a-t-elle joué dans ce processus pour s'assurer que, dans le monde de la recherche, la Cedeao des peuples ne soit pas juste un concept ?

Pr Maga : Dans le cadre du programme de bourses de mobilité de la Cedeao, appelé Ecowas Nnamdi Azikiwe Academic Mobility Scheme (Enaams), nous avons encouragé les étudiants en master et en doctorat à poursuivre leurs études dans une autre zone linguistique que la leur ; de même, en collaboration avec l'Association des universités africaines (AUA), nous avons favorisé la mobilité de nombreux enseignants-chercheurs de la région et de la diaspora. Aujourd'hui, une des sous-composantes d'Enaams consacrée au stage des jeunes professionnels permet aux diplômés d'aller dans le pays de leur choix pendant une année. Ce type d'opportunité est également possible au sein du Centre de la jeunesse et des sports (CDJSC) et de l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS).

Ba et Tidjani Alou : Quelles coopérations avec le Réseau pour l'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest (Reesao) et le Cames, entre autres, servent l'excellence de la formation et de la recherche ?

Pr Maga : Le Reesao et le Cames, mais pas seulement, ont participé à nombre de nos activités : élaboration de la politique de la science, de la technologie et de l'innovation et de son plan d'action ; élaboration du référentiel régional de l'OOAS pour les études médicales et de celui de la Commission sur l'équivalence des diplômes ou l'harmonisation des systèmes éducatifs, etc.



Amao : Agence monétaire de l’Afrique de l’Ouest ; **Araa** : Agence régionale pour l’agriculture et l’alimentation ; **ARCC/Erca** : Autorité régionale de la concurrence de la Cedeao ; **Arrec** : Autorité de régulation régionale du secteur de l’électricité de la Cedeao ; **BIDD** : Banque d’investissement et de développement de la Cedeao ; **Carte brune** : Système d’assurance qui permet la libre circulation des automobilistes et favorise l’intégration régionale ; **CCDG** : Centre de la Cedeao pour le développement du genre ; **Cereec** : Centre pour les énergies renouvelables et l’efficacité énergétique de la Cedeao ; **CRSA** : Centre régional de santé animale ; **Giaba** : Groupe inter-gouvernemental d’action contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme en Afrique de l’Ouest ; **Imao** : Institution Monétaire de l’Afrique de l’Ouest ; **PPDU** : Unité de préparation et de développement des projets d’infrastructure de la Cedeao ; **Ucre** : Unité de coordination des ressources en eau.

Sièges des institutions de la Cedeao